

4 au 6 février 2017 revue thématique DD \_\_\_\_\_ 2

4 au 6 février 2017 revue de presse \_\_\_\_\_ 6

06 FEV. 2017

cantines

## Difficile de faire bouger les goûts des élèves et la couleur des assiettes

**TOULOUSE/**Depuis mai 2016, le chef étoilé du restaurant Les jardins de l'Opéra, met son talent de créateur à la disposition de la cuisine centrale avec un objectif ambitieux : améliorer la qualité des 33 000 repas servis chaque jour dans les écoles de Toulouse. Dans le cadre de cette mission qui lui a été confiée par le Capitole, Stéphane Tournié consacre une demi-journée par semaine à ce rôle de conseiller technique. Il imagine et met également au point un repas par mois censé bousculer l'ordinaire des sempiternelles saucisses purée carottes fluos. Oui mais voilà, on ne bouscule pas les habitudes alimentaires des enfants d'un seul coup de cuillère à pot. A l'occasion du nouvel an Chinois, le chef de la place du Capitole avait imaginé de servir un pot-au-feu de canard aux épices. A priori tout le monde y retrouvait son compte : le canard faisait le lien entre les traditions culinaires du sud ouest et de l'empire du Mi-



Le chef étoilé Stéphane Tournié dans la cantine de l'école primaire de la rue du Taur à la rentrée de septembre 2016/Photo DDM X de Fenoyl.

lieu. Et les épices ancreront la préparation dans la volonté affichée d'ouvrir le goût des enfants aux saveurs du monde. Mais à l'arrivée le plat du chef a été rejeté par les enfants. C'est du moins ce que relatent les gastronomes du blog « Qualité cantines Tou-

louse ». Non content d'être à l'origine de l'initiative municipale qui a conduit Stéphane Tournié derrière les fourneaux de la cuisine centrale, le blog qui compile les réactions négatives des enfants et du personnel taille des croupières à l'opération... et provoque la

colère du chef. « Nous sommes en train de réaliser un travail de fond pour améliorer la qualité. Mais à force de nous critiquer, ils vont dégoûter tout le monde. Ça ne va pas se régler d'un coup de baguette magique. Mais sérieusement servir un repas complet à un enfant pour deux ou trois euros, on ne le fait pas à la maison. Et d'ailleurs est-ce qu'ils apprécieront toujours les plats que l'on leur sert à la maison ? ».

En février Stéphane Tournié et l'élu en charge des cantines se retrouveront pour un point d'étape et peut-être apporter quelques réglages à l'opération. Mais le chef reste toutefois confiant pour la suite car, explique-t-il : « Nous avons déjà servi des plats qui sortaient de l'ordinaire et qui ont bien marché. Pour celui-ci, il faut se demander si la recette a été bien reproduite ou si elle était trop typée. La prochaine fois on servira quelque chose de moins typé. »

B.dv.

le fait du jour

## Hyperloop : la guerre des tubes

l'essentiel ▶

La métropole, au cœur du projet de train du futur avec le futur centre R & D de Francalazal, abrite aussi l'architecte blagnacais qui dessine les capsules du concurrent canadien, Transpod.

Élus et pouvoirs publics ont-ils misé sur le bon cheval magnétique pour le projet de transport du futur Hyperloop ? En accueillant à bras ouverts (lire ci-contre) Hyperloop Transportation Technologies, l'une des trois principales sociétés en concurrence autour du projet initié par Elon Musk, et en lui permettant d'installer à Toulouse-Francalazal son centre de recherche et de développement et une piste d'essai d'1 km de long, Toulouse Métropole, la région Occitanie et l'Etat français ont en tout cas réussi un joli coup de com' qui met en orbite la Ville rose dans le club mondial très fermé des grandes métropoles travaillant au transport intelligent. Toulouse-Francalazal devient ainsi le troisième pilier, avec la Californie et l'Ontario canadien,

des recherches sur le déplacement à très grande vitesse (entre 1 000 km/h et 1 200 km/h) de capsules dans des tubes à basse pression utilisant l'énergie électromagnétique.

Trois sociétés se disputent ce marché d'avenir pour le transport hyperrapide de marchandises ou de voyageurs à mi-chemin entre le train et l'avion : Hyperloop TT, société californienne qui a désormais un pied en Occitanie ; Hyperloop One, autre société américaine qui a réalisé un essai grandeur nature dans le Nevada et levé 80 millions

de dollars auprès d'investisseurs, dont la SNCF ; enfin, Transpod, société de droit canadien créée par un Français, Sébastien Gendron, ex de Bombardier (avions et trains), dont le design est confié au cabinet blagnacais Rec architecture et qui a notamment pour partenaires Icos, société d'ingénierie française mondialement connue. « J'ai rencontré Jean-Luc Moudenc il y a un an pour lui parler de notre projet, raconte David

Rechatin, l'architecte toulousain de Transpod. On n'a pas été bons sur la communication face au projet tout ficelé d'HTT. Il ne faut pas oublier que Bibop Gresta (l'un des deux cofondateurs d'HTT-NDLR) est un ancien présentateur TV d'une émission de jeux. Mais notre projet est solide et avancé », affirme le patron de Rec : « Transpod pense commercialiser en 2022-2025 un projet de transport hyperrapide, de fret pour commencer ».

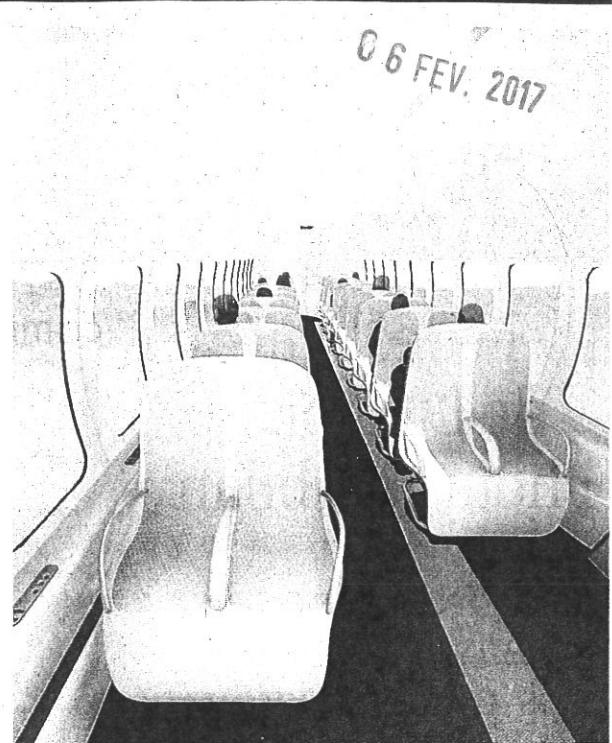
Les trois sociétés concurrentes travaillent en fait autour du

Avec Hyperloop TT et Transpod, la Ville rose est liée à deux des trois projets de transport du futur.

même principe, la lévitation passive mais avec des méthodes et moyens différents. C'est l'adaptation

du système de train à sustentation magnétique, dont on a un exemple avec le train reliant, à l'air libre, Shanghai à son aéroport, à 430 km/h. Pour Hyperloop, les capsules circulent, mais dans des tubes en acier à basse pression, sans résistance de l'air, donc bien plus vite, à vitesse supersonique. Mais sans bang !

Philippe Emery



Un des dessins réalisés par le cabinet blagnacais Rec architecture pour Transpod, concurrent canadien d'Hyperloop TT./Document Rec.

### AIDES PUBLIQUES ET FONDS PRIVÉS

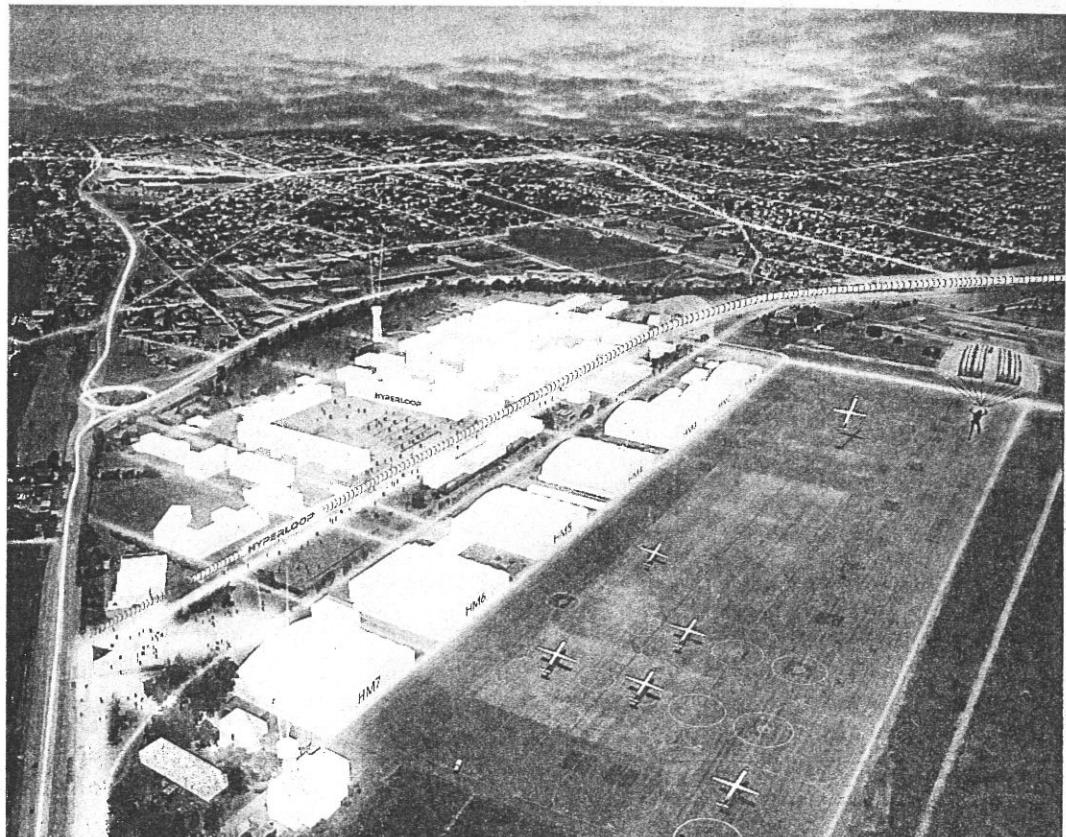
Une convention a été signée le 24 janvier à Toulouse entre les deux dirigeants d'Hyperloop TT et la présidente de région Occitanie, Carole Delga, le président de Toulouse Métropole, Jean-Luc Moudenc et le préfet Pascal Mailhos, pour l'Etat français. Le document prévoit l'installation d'un centre R & D et d'une piste d'essai d'1 km de long à Francalazal d'ici 3 ou 4 ans. Dirk Ahlborn et Bibop Gresta, les deux fondateurs d'HTT ont promis d'investir 30 à 40 millions de dollars pour ce faire. La région soutient le projet au titre de l'innovation et de la recherche et envisage à 5 millions d'€ d'aide selon l'importance du projet immobilier (le dossier n'a pas encore été déposé, a indiqué Carole Delga). L'Etat devrait, lui, mobiliser 15 M€ sur le projet Hyperloop à Francalazal au travers de crédits recherche et d'un programme d'investissement d'avenir et met à disposition de la Métropole l'entreprise nécessaire sur la partie sud du site. La Métropole sera l'aménageur de cette partie sud de Francalazal. En ce qui concerne les projets concurrents, Hyperloop One a annoncé une levée de 80 millions de dollars auprès de 10 investisseurs, dont la SNCF. Transpod a levé, lui, 15 M€ auprès du groupe italien Angelo et espère une subvention de 20 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario.

## repères

# 500

**MILLIONS D'€** pour un projet commercialisable. Estimation de l'investissement nécessaire selon David Rechattin pour le développement du Transpod, à comparer aux 10 milliards qui ont été nécessaires pour A380.

« Je me bats pour que la France reste présente sur le projet Hyperloop. Transpod est canadien mais son patron est français ». *David Rechattin, architecte designer pour Transpod.*



Sur cette carte de Toulouse-Francazal, on distingue bien le bâtiment de l'ex mess dans la partie sud de la base de vie qui accueillera le centre de R & D d'HTT et la future piste d'essai avec son viaduc./Doc. HTT

## NOUVELLE DONNE POUR FRANCAZAL

Autour de Francazal, que ce soit à Toulouse-Saint-Simon ou à Cugnaux, l'annonce de l'arrivée d'Hyperloop TT sur l'ancien site militaire n'a pas manqué de susciter beaucoup d'intérêt mais aussi de questions. « La venue de l'avionneur ATR, cet été, qui a installé son centre de maintenance dans un hangar réaménagé en bordure de la piste a été un premier signal de renaissance », confie Alain Chaléon, maire de Cugnaux, qui salue « un second signal avec la venue d'Hyperloop TT, transport du futur ». La ville de Cugnaux, en collaboration avec Toulouse Métropole, aménageur du site de la zone d'activités sud (38 ha) où se trouvera le centre de recherche et développement d'HTT, va travailler à l'aménagement de la zone d'activités pour qu'elle soit vivante,

pas seulement le jour, avec espaces verts, équipements sportifs et services, mais aussi le soir avec restaurants et loisirs. « On attend plus que le bus Linéo », complète Michel Au-joulat, premier adjoint au maire de Cugnaux et membre influent du SMTC Tisséo. La zone nord (165 ha) reste propriété de l'Etat, concédée pour 45 ans à la Sefta qui a changé d'actionnaire principal en début d'année. Le Canadien Lavalin s'est séparé de tous les aéroports qu'il gérait en France, dont celui de Toulouse-Francazal, repris par la société de participation Impact Holding et le fonds de pension Cylad. Le site renoue aussi avec son passé militaire, le 1<sup>er</sup> RTP devant accueillir à terme le pôle national des opérations aéroportées, dont les travaux, bien avancés, sont en cours, selon Alain

Chaléon. L'arrivée d'HTT devrait se traduire d'abord par des travaux d'aménagement de l'ancien mess de la base de vie de la BA 101 pour accueillir le centre de recherche et développement. La construction de la piste d'essai d'1 km de long devrait elle aussi intervenir rapidement. Les riverains n'ont pas, en principe, à s'inquiéter d'éventuelles nuisances causées par les essais d'un prototype sur cette piste, sans doute bien trop courte d'ailleurs pour permettre aux capsules d'atteindre leur vitesse maxi (1 200 km/h). Pas de crainte non plus de bang intempestif, le mur du son n'étant pas franchi, le fameux bang ne se produisant pas faute de résistance de l'air, à basse pression dans le tube. L'engin devrait être quasi silencieux et non polluant.

Ph. E.

# LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

06 FEV. 2017

## interview

### « OBJECTIF : UN TRANSPORT DE FRET À L'HORIZON 2025 »

**Qui êtes-vous et comment avez-vous été amené à travailler sur le projet Hyperloop ?**

Je suis architecte, j'ai fait mes études à Toulouse. Rec architecture com-

prend le cabinet principal à Blagnac, avec 33 personnes, et des antennes à Paris et Albi (10 personnes). On a participé, dès le début d'Hyperloop, à un concours de conception. On a ensuite œuvré à l'aménagement intérieur et à la conception puis on a décidé de cesser de travailler gratis pour Elon Musk. Un Français, Sébastien Gendron, ingénieur ex de Bombardier-Safran et Airbus, a créé une start-up début 2016 à Toronto, Transpod, avec Ryan Janzen, Ingé-  
nieur en chef. 15 M€ ont été levés grâce à un investisseur italien, le groupe Angelo, patron de Mermec, grosse entreprise de transport, qui a estimé que le projet Transpod était celui qui avait le plus de potentiel. Les sommes nécessaires sont importantes (500 millions d'€ pour développer un projet commercialisable) mais ridicules par rapport à l'avionique (10 milliards pour l'A380).

**Comment se situe Transpod par rapport à la concurrence ?**

Hyperloop One utilise des capsules de type container maritime, très lourdes, nécessitant beaucoup d'énergie et un coût au km élevé (90 millions d'€ au lieu de 20 à 40 M€ pour le TGV). Hyperloop TT a un modèle économique de participation collaborative (les contributeurs sont rémunérés par des parts de la société) et n'a déposé aucun brevet alors que Transpod a déposé 4 brevets l'an dernier. Transpod travaille sur un tube en acier à l'équipement plus dépouillé pour baisser le coût (objectif 20 millions d'€ le km) et des capsules plus équipées. Avec de meilleures possibilités en courbe. Le transport est autonome avec des panneaux solaires et batteries de stockage. Nous, à Rec, on travaille sur le design interne des capsules et sur les infrastructures (gares, viaduc, points d'interface...).

**Avec un calendrier précis ?**

En mai, on devrait produire des éléments de calcul pour le tube et les gares, les sas de décompression et des éléments d'aiguillage. L'objectif est de présenter un projet en 2018, commercialisable en 2020-2025. L'idée est de commencer par du fret. Un projet existe entre Toronto et Montréal pour délester l'autoroute où circulent 10 000 camions/jour. Personne ne certifiera un mode de transport comme celui-ci sans phase de test. Une piste d'essai d'au moins 4 km est nécessaire, en boucle, que Transpod est en train d'identifier avec le gouvernement d'Ontario.

*Propos recueillis par Philippe Emery*

**SAINT-JEAN**

04 FEV. 2017

## Débat d'orientation budgétaire : de fortes contraintes en 2017

**L**e débat d'orientations budgétaires (DOB) a été le gros morceau du dernier conseil municipal réuni lundi soir. Il est imposé aux communes dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, il est un moment essentiel qui permet de présenter le contexte de l'élaboration du budget de la ville.

« Nous avons à Saint-Jean une excellente maîtrise des dépenses et souhaitons que les services apportés aux citoyens soient maintenus » a déclaré, en préambule, Bruno Espic, adjoint aux Finances. Puis il a passé la parole au DGS (directeur général des services) Alaric Berlureau qui a décliné le contexte et l'environnement du budget 2017 de la commune en soulignant les contextes économiques mondiaux et nationaux. Il a parlé de la loi de finances pour 2017 qui s'inscrit « dans la continuité de la baisse historique des dotations de l'Etat ».

Le DGS est passé ensuite, à l'aide de tableaux projetés en salle pour les élus et le public, aux premiers éléments d'analyse



Bruno Espic, adjoint aux Finances ; Marie-Dominique Vézian, maire, et Alaric Berlureau, directeur général des services, à l'issue du conseil municipal. /Photo DDM

du compte administratif 2016 qui montrent « une situation financière saine ». Enfin, les projections réalisées pour les années à venir ont montré que le budget primitif 2017 devra prendre en compte de fortes contraintes tout en répondant au mieux aux préoccupations de la population saint-jeannaise. Le maire Marie-

Dominique Vézian a remercié ses adjoints et le DGS pour la qualité du travail réalisé, ainsi qu'à l'ensemble des services pour les efforts réalisés.

Le conseil municipal s'est terminé par les questions diverses de l'opposition posées par Catherine Florès sur le haut débit, l'écopâturage ou encore la per-

tinence de la diminution de l'éclairage nocturne. Le maire a répondu avec beaucoup de précisions si bien que Philippe Ecarot, leader de l'opposition, l'a vivement remerciée précisant que l'attitude envers l'opposition justement avait favorablement changé depuis qu'elle occupe les fonctions de premier magistrat.

# LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

04 FEV. 2017

## en bref

**SYRIE > Gérard Bapt en mission.** Gérard Bapt participe à une mission médicale d'évaluation des besoins médico-sanitaires sur la situation particulièrement dramatique que vit la population d'Alep. La délégation rencontrera à Alep les médecins et gestionnaires du système sanitaire, les autorités locales et les représentants des diverses communautés. Elle travaillera sur place en lien avec les responsables du CICR et du croissant rouge. Dans le cadre de cette visite, Gérard Bapt a rencontré hier à Beyrouth le nouveau Président libanais, Michel Aoun, élu le 31 octobre 2016. Les dernières estimations indiquent qu'il y aurait plus d'un million de réfugiés syriens dans le pays des Cèdres.

## PRIX BLAISE PASCAL

Innovation Technologique et Santé Publique

### Aruba HPE reçoit le prix Blaise Pascal pour son implication technologique au profit de la Santé Publique

Le 28 janvier dernier, Aruba HPE et le Centre hospitalier de Toulouse ont reçu le Prix Blaise Pascal 2017 pour leur engagement technologique en faveur de la Santé Publique dans la catégorie « Services mobiles sécurisés en réseau ». Il vient récompenser un travail effectué depuis 2009 par l'entreprise experte reconnue en réseaux wifi et le CHU de Toulouse, qui dispose aujourd'hui de 2000 bornes wifi installées et de la reconnaissance automatique de tous les accès en sans-fil et en filaire.

Au nom de Marisol Touraine, Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, le Député **Gérard Bapt** président du groupe d'Etudes parlementaires numérique et santé de l'Assemblée Nationale et Pierre Ricordeau Secrétaire Général et Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité des ministères chargés des Affaires Sociales ont remis à Alain Carpentier, vice-président d'Aruba HPE et à Olivier Ponties, directeur général en charge des systèmes d'information du CHU de Toulouse, le Prix Blaise Pascal pour sa contribution à la Santé Publique dans la catégorie « Services mobiles sécurisés en réseau ».

Ce prix vient récompenser le travail de coopération effectué depuis 2009 par Aruba HPE, entreprise experte reconnue en réseaux wifi et le CHU de Toulouse, qui dispose aujourd'hui de 2000 bornes wifi installées et de la reconnaissance automatique de tous les accès en sans-fil et en filaire.

#### Un prix visant à récompenser et encourager les initiatives numériques coopératives en Santé

L'avènement des services numériques alliés aux besoins de mobilité en temps réel continuent de bouleverser le champ des usages jusqu'au cœur des établissements de santé. A cela s'ajoute une explosion de l'IoT pour la décennie à venir. Le pendant de ces progrès est l'augmentation des risques face aux menaces. A ce titre, l'univers de la Santé est particulièrement exposé, compte tenu de la multiplicité de ses métiers et des besoins d'interactions entre ses acteurs.

Dans ce contexte, le Prix Blaise Pascal récompense chaque année des établissements de santé et des industriels engagés pour la Santé Publique, notamment pour la qualité de prise en charge des patients, la sécurité numérique dans tous les services et bâtiments de santé, ou encore pour la coopération médico-industrielle.

Cette année, à l'initiative du Député Gérard Bapt, président du Groupe d'Etudes Parlementaires Numérique et Santé de l'Assemblée Nationale et au nom de Marisol Touraine, Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, ont été remis les Prix Blaise Pascal durant le colloque Innovation Technologique et Santé Publique qui a vu les interventions de Benoit Vallet, directeur général de la Santé, Pierre Ricordeau, Secrétaire Général et Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité des ministères chargés des Affaires Sociales, Jean-Yves Fagon, Délégué ministériel pour l'innovation en santé et Jean-François Thébaut, expert de la Haute Autorité de Santé et membre de l'Association pour l'Innovation en Organisation en Santé.

### **Une infrastructure Wifi performante et sécurisée installée sur 660 000 m<sup>2</sup> de bâti**

Grâce à l'action d'Aruba HPE, les Hôpitaux de Toulouse ont bénéficié d'une installation de bornes Wifi sur leurs 4 sites, afin d'informatiser la gestion des soins médicaux et de centraliser son administration. Par ailleurs, cette infrastructure supporte de nombreuses autres applications qui concernent le personnel soignant, les logisticiens et le personnel chargé du monitoring médical: robots autonomes : petits robots appelés « tortues » qui circulent dans les couloirs des services de soins pour le transport autonome du linge, de la nourriture et des déchets non médicaux. Ils reçoivent leurs ordres via le réseau Wifi ; gestion de l'activité des brancardiers ; etc.

L'installation de Clearpass permet de sécuriser le réseau via la reconnaissance automatique des équipements connectés en wifi ou filaire.

**Frédéric Cazaux, Responsable Réseau Telecom Visio au CHU de Toulouse**, dresse un bilan positif de cette collaboration : « *Le CHU Toulouse dispose désormais d'une infrastructure WIFI unifiée totalement maîtrisée en interne par l'équipe réseau. Cette somme de technique et de compétences est le résultat de plusieurs années d'une étroite collaboration tripartite entre Aruba, Spie Communications et le CHU Toulouse. Cet environnement nous permet de livrer des services filaire et WIFI en toute sécurité tout en nous adaptant aux contraintes technologiques des terminaux concernés, et surtout d'assurer un maintien en condition opérationnelle 7j/7-H24. A cela s'ajoute un signal WiFi de grande qualité, sans coupures ni fluctuations, qui facilite le travail quotidien du personnel et la prise en charge des patients.* »

---

# Challenge<sup>s</sup>

Santé

## La fièvre monte autour des ratés de l'Agence du médicament

Par [Delphine Dechaux](#)

Le 05.02.2017 à 11h22

Le directeur général de l'ANSM, Dominique Martin, censé être autonome, est en fait sous tutelle ministérielle. Le député PS **Gérard Bapt**, siégeant au conseil de l'agence, en dénonce le manque de réactivité et de transparence.



Le directeur général de l'ANSM, Dominique Martin, censé être autonome, est en fait sous tutelle ministérielle. Le député PS **Gérard Bapt**, siégeant au conseil de l'agence, en dénonce le manque de réactivité et de transparence.

GARO PHANIE / AFP - P. PAVANI / AFP

Décidément, le poste de directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) n'est pas une sinécure. Alors que les crises sanitaires se succèdent - Dépakine, essai clinique mortel de Rennes, Uvestérol D -, son directeur général, Dominique Martin, essuie un feu nourri de critiques, même en son sein. Cette semaine, le député PS Gérard Bapt, seul parlementaire à siéger au conseil, a appelé l'agence à suspendre la commercialisation de l'Uvestérol D, après le décès d'un nouveau-né, et s'est dit «sidéré par le manque de réactivité et de transparence» de l'ANSM.

Entre le député de Haute-Garonne et le patron de l'ANSM, les relations se sont dégradées l'été dernier, dans le contexte très sensible de l'affaire de la Dépakine, cet antiépileptique responsable de malformations et de troubles neuro-développementaux chez les enfants nés de mères traitées par ce médicament. «J'avais demandé une étude pharmaco-épidémiologique et l'ANSM devait me présenter les résultats en juillet, gronde le député. J'ai appris trois semaines plus tard, dans *Le Canard enchaîné*, que les résultats de cette étude seraient révélés à l'Apesac [l'association des victimes de cet anti-convulsif] sur une décision de la ministre. Très désagréable.»

### **Hémorragie de compétences**

L'escarmouche traduit en fait un problème souligné par de nombreux observateurs: censée être indépendante de la tutelle politique du ministère de la Santé, l'ANSM n'a de facto aucune autonomie. Depuis deux ans, toutes les décisions importantes, comme la création du fonds Dépakine ou l'arrêt de la commercialisation de l'Uvestérol, ont été annoncées par la ministre Marisol Touraine. Médecin, énarque, ancien directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam), Dominique Martin semble condamné au silence.

Plus foncièrement, les déclarations du député révèlent aussi le profond malaise qui règne dans cette agence, construite sur les ruines de l'Afssaps, après le scandale du Mediator. Chichement dotée en moyens, fonctionnant en vase clos, elle connaît une véritable hémorragie de compétences. L'organisation mise en place par le prédecesseur de Dominique Martin serait en cause. D'ailleurs, **Gérard Bapt** ne doute pas des compétences de Dominique Martin. «Ce n'est pas un problème d'homme», estime-t-il, mais plutôt de fonctionnement. Il manquerait, estime le député, «un poste équivalent à celui d'un urgentiste, capable d'alerter le directeur général en cas de problème grave». Pour un haut fonctionnaire proche du dossier, «diriger l'Agence du médicament, c'est faire partie des derniers parachutés de Diên Biên Phu». Interrogé par Challenges, l'intéressé n'a pas souhaité s'exprimer.

# LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

**SAINT-JEAN**

06 FEV. 2017

## **Enquête publique sur la modification du PLU**

L'enquête publique relative à la 1<sup>re</sup> modification du Plan local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Saint-Jean, aura lieu du 20 février au 21 mars.

Permanences du commissaire enquêteur à la mairie : lundi 20 février de 9 heures à midi ; jeudi 9 mars, de 13 h 30 à 18 heures ; le mardi 21 mars de 14 à 17 heures.

De notre  
envoyé spécial  
Pierre Chailleur

**S**es fossés sont jalonnés de carcasses de bus éventrés, de camions incendiés, de blindés à la tourelle explosive, de villages effondrés mais... « C'est la route la plus sûre du monde. À droite, il y a Daech. À gauche les milices jihadistes d'Al-Nosra. Dieu nous protège donc de partout quand on est au milieu », ironise un passager. Lui préfère néanmoins s'en remettre à l'armée syrienne qui a déroulé et fortifié entre les fronts cette bande de bitume pour rallier et ravitailler Alep.

Noria de camions et citerne montant nourriture et carburant, qu'il faut doubler de préférence pied au plancher entre les check points rouge-blanc-noir aux deux étoiles vertes sur lesquels veillent les portraits du président syrien Bachar al-Assad... Sur les hauteurs, chaque éminence a sa casemate, parfois aux armes du Hezbollah libanais, jusqu'à atteindre Alep, le Stalingrad syrien.

#### Le mikado du désastre

Décrire ? Comment... sauf à répéter, jusqu'à en perdre le sens, ces kilomètres de squelettes d'usines et d'immeubles éventrés, au béton tordu, aux étages empilés ou bénés. Appartements dont les lambeaux de rideaux pendent alors sur des débris mobiliers pour raconter les milliers d'in-

**Abou, 50 ans, sunnite : Je suis syrien avant d'appartenir à une religion**

timités familiales violées durant cinq ans par les roquettes et les obus des insurgés et des contre-offensives.

Alep... mikado du désastre sur lequel tant de mains étrangères se sont penchées pour tenter chacune de tirer leur épingle du Grand Jeu opposant la Turquie islamiste, le Qatar et l'Arabie Saoudite à l'axe chiite, de l'Iran au Liban... sur fond d'intérêts gaziers. Jusqu'à effondrer, piller et anéantir les deux tiers de ce qui était la capitale économique de la Syrie forte de trois millions d'habitants, une ville plurimillénaire inscrite au patrimoine de l'Humanité, mais soudain encerclée en 2012 par Al-Nosra, filiale locale d'Al-Qaida, puis par toutes les mouvances jihad-salafistes jusqu'à Daech. Et l'Armée syrienne libre ? « Tous des terroristes ! », tranche Abou (Ndr : prénom changé), la cinquantaine, chauffeur et sunnite. Agacé qu'on lui demande « pour la première fois de sa vie » sa confession. Avant de souligner : « Je suis syrien avant d'appartenir à une religion ». Conducteur de bus ayant guerre et chômage jusqu'à la semaine dernière, Abou était propriétaire à « Alep-Est » avec sa



# Alep, une ville en état d'urgence humanitaire

06 FEV. 2017



**Alep a subi des destructions incalculables qui ont visé tant sa population que son histoire et son outil industriel. Les effondrements et les tirs ont provoqué des fractures, des débâcles des membres difficilement guérissables et les chirurgiens manquent de tout.**

/ Photos DDM, Pierre Chailleur

femme et ses sept enfants, « une maison comme au paradis, avec grand écran, hammam, jacuzzi ». Mais il a tout perdu lorsqu'il a dû se réfugier dans la famille d'« Alep-Ouest » quand « ceux-là sont arrivés ». « Il n'y a pas d'Alep-Ouest ni d'Alep-Est, il y a Alep. Et d'Alep, personne ne parlait lorsque les terroristes nous bombardaient tous les jours, détruisaient méthodiquement les quartiers chrétiens, arméniens, musulmans, notre cœur historique alors qu'il n'y avait aucune installation militaire en ville, qu'elles étaient toutes à la périphérie », se fâchent à présent les habitants du centre, « heureux d'être enfin libérés ». Tout comme les médecins, qui restent en première ligne dans les hôpitaux.

#### Il faut lever l'embargo

Car, si la bataille d'Alep s'est achevée il y a pratiquement un mois, la guerre n'en continue pas moins. Et pour eux, l'urgence humanitaire n'a pas changé. Elle ne fait même qu'empirer, expliquent-ils aux cardiologues français. D'Antoine Salloum de Muret, né et grandi à Alep, D'Victor Fallouh, franco-syrien également, établi à Villefranche-de-Rouergue, D'Gérard Bapt qui en l'occurrence voyage en tant que médecin et non pas député de Haute-Garonne, mais aussi Daniel Roux, chirurgien cardio-vasculaire à Rangueil et à l'hôpital des enfants de Purpan, « vieux routier » des zones de conflits... « Nous sommes ici pour une mission d'évaluation des besoins médico-sanitaires », explique

le Dr Salloum à ses homologues syriens. « Comme l'hôpital El Kindi, 800 lits et 50 M€ d'équipement moderne pillés puis anéantis par un camion-suicide en décembre 2013, les infrastructures hospitalières ont toutes été détruites par les terroristes dans les secteurs qu'ils occupaient », répond le directeur général de la santé, Ziad Taha. « Depuis, l'hôpital al-Razi regroupe les services de quatre hôpitaux mais 70 % des appareils sont hors service », précise son directeur Mohamed Batekh, devant la

al-Razi... « On ne peut pas imposer un embargo sur ce qui relève des soins », rappelle le professeur Ibrahim al-Hadid, doyen de la faculté au CHU d'Alep qui accueille 70 % des blessés.

Dans les couloirs, se remarque soudain l'odeur. Pas celle habituelle des antiseptiques. Mais celle du gasoil sans lequel Alep ne peut plus vivre, désormais. Très rapidement, les « rebelles » ont coupé l'eau et l'électricité. Il a fallu forer des puits, faire venir des générateurs pour fabriquer le courant. Tout est rationné. En ville, les coupures sont la norme.

Hôpital Saint-Louis des Sœurs Saint-Joseph de l'Apparition (ordre fondé à Gaillac), le lendemain... « Ici, on met un point d'honneur à accueillir tout le monde », rappelle le Dr Antaki. Majorité de femmes musulmanes dans l'entrée. Sur les murs, une sœur a accroché ses sculptures pour la paix, comme cette colombe en balles de kalachnikov ramassées autour des bâtiments visés par l'artillerie jihadiste.

Dans une chambre, la télécriture Ironman mais Judi, 11 ans, ne regarde rien d'autre que le vide depuis des semaines, un bandeau autour du crâne. Victime d'un tir « insurgé ». Sa mère Raoua, foulard strictement serré autour du visage, raconte : « Elle était allée inviter sa tante à son anniversaire lorsque l'obus a éclaté ». La petite est son dernier enfant vivant. Elle croit encore qu'une convalescence en long séjour... Mais, ici, il n'y en a pas. Son ultime espoir : la faire transférer en France. Elle implore.

**La religieuse a confectionné une colombe avec des balles de kalachnikov**

salle où ils sont stockés.

Pendant les exposés tragiques des chirurgiens alépins, les portables circulent. Et, sur leurs écrans, un enfant blessé reste un enfant blessé, le sang d'une classe ravagée par une roquette, le même partout. Mais qui parle de leur pénurie de lits, de soignants, de médicaments, de pièces de rechange pour les scanners, les appareils de radiologie, d'analyse, de dialyse, de cardiologie ? interrogent-ils... « Il faut lever l'embargo ! Ce sont les victimes qui en souffrent le plus », répètent les équipes. 29 000 blessés à Alep, en 2016. 1 500 actes chirurgicaux dont 260 chirurgies lourdes pour le seul mois de décembre à l'hôpital

#### témoignage

## « Beaucoup d'enfants meurent du fait de l'embargo »



**Quel bilan tirez-vous de ces trois jours à Alep ?**

Je suis chirurgien depuis 35 ans et depuis 2001, j'interviens régulièrement dans des missions humanitaires à travers la Chaîne de l'Espoir pour opérer du cœur des enfants mais aussi former des chirurgiens à ce type de bariétre. Aujourd'hui, l'a fait au Cambodge, en Afghanistan ou en Irak. En 2003, je suis ar-

rivé à Bagdad trois jours après les Américains, j'ai opéré au Sri Lanka après le tsunami, avec mon équipe nous sommes allés à Gaza, plus d'une dizaine de fois à Kaboul... mais jamais je n'avais vu un tel niveau de destruction ni à Bagdad ni à Kaboul et le seul équivalent auquel je peux penser est le tsunami. Pour moi, au-delà de la guerre, il y a visiblement une volonté, programmée me semble-t-il, d'attaquer méthodiquement toutes les infrastructures publiques de ce pays, de pratiquer une politique de constaté que du fait de l'embargo, beaucoup d'enfants opérés du cœur mourraient, faute de réanimateurs, les deux-tiers des person-

#### Quel était l'objet de votre mission ?

Je connais le docteur Fallouh, qui est cardiologue, depuis environ six ans et nous avons parlé de la Syrie lors d'un meeting consacré à la Chaîne de l'Espoir, en 2013. J'ai ensuite opéré à Toulouse deux jeunes Syriens originaires de Deraa et d'Idleb, qui venaient d'un camp de Jordanie. En août dernier, nous avons décidé de nous rendre directement en Syrie pour une première mission à Damas et nous avons



nels étant partis et le manque de matériel et de médicaments étant patent, aussi. Aujourd'hui, à Alep, la situation est terrible : il n'y a

qu'un seul chirurgien cardiaque pour une ville dont la moitié de la population a fui, certes, mais où une bonne partie va revenir et où il reste pour l'heure plus de 1,5 million d'habitants ! Concrètement aussi, à l'échelle du pays, on ne peut plus opérer qu'un ou deux enfants par jour alors qu'il y en a environ 7 000 à opérer par an. Or aujourd'hui, on a les pires difficultés à aborder ce sujet de l'embargo : certaines autorités semblent en effet faire une différence entre les « bons » malades et blessés, qui mériteraient d'être soignés côté rebelle et les « mauvais » qu'il faut laisser, sous le registre « on ne

soigne pas les enfants du côté de Bachar ». C'est inacceptable et je m'y refuse absolument. Un enfant est un enfant.

#### Votre projet ?

J'ai rencontré deux chirurgiens qui avaient chacun travaillé un an à Toulouse, le Dr Talal, de Damas, et le Dr Ali, de Tartous. Dans un premier temps, le projet est de retourner sur place une semaine avec une équipe de réanimation pour opérer une dizaine de malades en espérant ainsi lancer une dynamique. Ce n'est qu'un premier pas dont on espère qu'il sera suivi d'un nombre de médecins.

Recueilli par P.C.